

## Quelques hypothèses à propos d'une dépression

François Ricard

Volume 26, numéro 3 (153), juin 1984

Indépendance : le mot et la chose

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60386ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricard, F. (1984). Quelques hypothèses à propos d'une dépression. *Liberté*, 26(3), 40–48.

FRANÇOIS RICARD

## QUELQUES HYPOTHÈSES À PROPOS D'UNE DÉPRESSION

1 L'*idée* d'indépendance, telle qu'elle a été élaborée au début des années soixante, principalement autour du R.I.N. et de la revue *Parti pris*, et telle qu'elle a été par la suite traduite dans l'action politique par le Parti québécois, cette idée, il faut le reconnaître, n'a jamais été aussi basse, aussi dévaluée, que présentement. Et de même pour la *chose*: depuis le référendum de mai 1980 et l'opération constitutionnelle de novembre 1981, jamais peut-être le Québec n'a été aussi loin de son indépendance, et la population aussi peu désireuse de l'obtenir. Nous sommes en pleine «*dépression*».

Faut-il voir dans ce recul un phénomène purement passager, un simple «*effet de conjoncture*», comme on dit, ou s'agit-il plus profondément d'une *faillite* de l'indépendantisme? Que s'est-il passé pour que l'idée d'indépendance, après avoir été pendant si longtemps l'un des moteurs de l'activité idéologique et politique du Québec, ne semble plus aujourd'hui intéresser personne, qu'elle ait perdu à ce point ses vertus mobilisatrices et ne provoque plus guère, chez ceux-là mêmes qui se chargeaient naguère de la penser et de la célébrer, que des haussements d'épaules ou des aveux de découragement?

Les explications, je le crains, ne sont pas simples.

L'une des premières tient probablement aux effets de l'indépendantisme lui-même sur la situation qui le justifiait. Conçu au départ comme une solution globale, c'est-à-dire comme une transformation générale de la société, le projet d'indépendance, sans jamais se réaliser effectivement, a tout de même exercé depuis 1960 une *pression* extrêmement forte, qui s'est traduite par de nombreux changements partiels, dont chacun avait pour résultat d'atténuer d'une certaine manière la nécessité même de l'indépendance. Le plus bel exemple est évidemment celui de la langue: l'unilinguisme, qui formait l'un des articles-clés du programme indépendantiste, est finalement passé dans les lois sans que l'indépendance ait été nécessaire. Victoire fragile, dira-t-on, mais victoire tout de même, et annulation du même coup, ou du moins sérieux affaiblissement de l'un des principaux arguments en faveur de l'indépendance.

Et de combien d'autres «arguments» ne pourrait-on dire la même chose? Le fameux «retard» économique, l'inégalité dans la fonction publique et les agences fédérales, dans l'emploi, dans la gestion des entreprises, l'absence de participation du Québec à la scène internationale, autant de raisons, vers 1960, qui justifiaient le projet indépendantiste, et qui ont considérablement perdu de leur pertinence depuis, grâce à la «pression» indépendantiste sans doute, mais toujours sans que l'indépendance ait à se réaliser.

On résumerait ce phénomène en disant ceci: d'abord orientée, par les théoriciens de *Parti pris*, vers la libération globale du Québec, et particulièrement celle des classes populaires, l'indépendantisme n'a réussi à devenir une force politique significative qu'à partir du moment où il a été pris en charge par ce qu'on est convenu d'appeler les «nouvelles classes» montantes issues de la Révolution tranquille: enseignants, fonctionnaires, intellectuels, gestionnaires, syndicalistes, etc., qui, en identifiant leur désir d'ascension sociale et économique avec l'intérêt de l'ensemble de la collectivité, ont pu ainsi profiter de

la «pression» indépendantiste pour réaliser leurs propres fins, lesquelles, on l'a bien vu, pouvaient être atteintes, là encore, sans l'indépendance. Et qui plus est, l'indépendance, ironiquement, devient dès lors, aux yeux de ceux-là mêmes qui se sont appuyés sur elle pour améliorer leur position, une menace à cette position même, un risque qu'il leur semble de plus en plus difficile de courir. Tel est le cas, par exemple, de la nouvelle génération d'entrepreneurs et d'administrateurs francophones, à qui la montée de l'indépendantisme, la promotion de l'Etat québécois et les diverses mesures linguistiques ont servi de tremplin pour se hisser aux postes de commande dans le secteur privé et qui, aussitôt atteinte cette nouvelle position, se font les promoteurs de la souplesse en matière de langue, de l'allègement de l'Etat et du fédéralisme mou.

Mais ne pourrait-on déceler aussi une évolution analogue du côté des intellectuels, universitaires, artistes, écrivains, c'est-à-dire de ceux qui, tout au long des années soixante et d'une partie des années soixante-dix, s'étaient faits les théoriciens et les chantres enthousiastes d'une indépendance qui aura au moins eu pour effet concret de faire augmenter leur public, leurs émoluments et leur renommée, et donc de leur permettre enfin de «passer à autre chose»?

Ainsi, il est des échecs qui sont aussi des victoires.

### 3

La manifestation la plus frappante de cet effet «boomerang» demeure cependant l'évolution du Canada lui-même au cours des deux dernières décennies. L'idée d'indépendance, il ne faut pas l'oublier, est née au tournant des années soixante, Diefenbaker étant premier ministre et Gordon président du C.N.R., c'est-à-dire à un moment où le système fédéral offrait clairement le visage d'un Etat étranger dominateur, conforme par conséquent à l'analyse indépendantiste. Mais ce que vont révéler l'émer-

gence et la montée de l'indépendantisme, c'est l'extraordinaire capacité que possédait ce système, non tant de faire face à ses attaquants ou de les éliminer, que de *s'adapter* plutôt à leurs attaques et d'ainsi les désarmer en leur donnant raison — jusqu'à un certain point — et en transformant sa propre *image* dans un sens qui rende de moins en moins claires les raisons qu'on pouvait avoir de le considérer comme un adversaire. Il est certain, à cet égard, que l'histoire politique du Québec depuis 1960, c'est aussi — c'est peut-être surtout — une histoire qui s'est déroulée à Ottawa, où la «pression» indépendantiste, encore une fois, a produit des résultats qui devaient lentement mais très sûrement affaiblir les chances mêmes de l'indépendance. Cette histoire, c'est celle du «French power»: commission Laurendeau-Dunton, loi des langues officielles, bilinguisme institutionnel, multiples ententes sectorielles fédérales-provinciales, etc., toutes choses qui modifiaient peu à peu les *signes* et les excès de la domination et privaient l'analyse indépendantiste de ses arguments les plus obviés, la condamnant ainsi à des «décodages» et à des rationalisations d'une subtilité de moins en moins rentable politiquement. Même les événements d'octobre 1970, à cet égard, font partie de l'opération de charme, dans la mesure où ils ont été pilotés par des francophones, dont le pouvoir se trouvait alors clairement manifesté.

Il faut admirer, je crois, cette habileté, ce sens profond de ses propres intérêts, avec quoi le Canada a su répondre à la pression indépendantiste. D'un côté, consentir à se réformer pour satisfaire les aspirations symboliques du Québec, ce qui désamorçait largement la revendication indépendantiste, mais, d'un autre côté, ne jamais céder sur l'essentiel et même poursuivre — en se servant de cette réforme même — ses propres objectifs de centralisation du pouvoir et d'assujettissement du Québec. C'est ce qui explique, par exemple, que l'agitation constitutionnelle du milieu des années soixante, quand Ottawa semblait vouloir donner plus de champ libre au

Québec, ait pu aboutir, quinze ans plus tard, à des mesures comme le rapatriement et la charte des droits ou le Rapport Applebaum-Hébert. Il n'y a dans cette évolution aucune contradiction, aucun revirement, aucune «trahison» de quelque sorte, mais bien une continuité et une cohérence sans faille. Ottawa, en novembre 1981, et déjà en mai 1980, ne faisait que moissonner ce qu'il avait semé depuis quinze ou vingt ans.

Et cet ensemencement — pour filer la métaphore agricole — s'était fait dans le champ même qu'avait labouré l'indépendantisme, qui travaillait ainsi, sans le savoir(?), à sa propre disqualification. Au bout du compte, ne pourrait-on dire de l'indépendance qu'elle a été l'une des chances historiques du Canada? Elle a fourni au système fédéral canadien — celui-là même contre lequel elle se dressait — l'occasion, la «pression» dont il avait besoin pour se dépouiller de sa vieille défroque héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, pour repenser une image de lui-même qui limitait sérieusement son efficacité, et ainsi, se modernisant, renouvelant son appareillage idéologique et ses stratégies de «mise en marché», empruntant les armes que lui proposaient ses adversaires, renforcer de manière décisive sa prise sur le Québec. En ce sens, c'est le Canada, son dominateur, que l'indépendantisme aura peut-être surtout libéré. Quelle ironie que l'histoire.

4

Que les changements partiels qu'il a permis d'obtenir à l'intérieur comme à l'extérieur du Québec aient nui au projet indépendantiste en faisant perdre de vue sa portée globalisante et sa nécessité, cela ne fait guère de doute. Mais n'y aurait-il pas eu aussi, quelque part dans la théorie de l'indépendance ou dans les thèmes auxquels elle a été associée, une faiblesse cachée, quelque chose de secrètement vicié et qui devait empêcher ou compliquer sérieusement sa réalisation dans les faits?

Ainsi, l'idée d'indépendance, au début de la

Révolution tranquille, est apparue en même temps que se généralisait l'idée de «rattrapage» et de *modernisation*. Or n'y avait-il pas là, à l'origine même, une sorte de contradiction, qui n'a guère été examinée ni alors ni dans la suite et n'a donc jamais pu être résolue? Dans l'idée de modernisation, en effet, était contenue la critique de tout ce qu'avait été jusque-là la société québécoise (ou canadienne-française, comme on se plaisait à ne plus le dire): religieuse, traditionaliste, méfiante envers la nouveauté, plus ou moins marginale culturellement, et foncièrement *nationaliste*. On a cru qu'il était possible de fonder l'idée d'indépendance sur ce qu'on appelait la «différence» québécoise, sans voir qu'une grande partie, que l'essentiel peut-être de cette «différence» tenait précisément à ce que l'on critiquait et rejetait par ailleurs, et sans réussir non plus à proposer de cette «différence» une définition vraiment nouvelle. Si bien que se modernisant, que «se mettant à l'heure de la planète», comme on disait, le Québec se dépouillait de plus en plus de ce qui faisait la raison même de l'idée d'indépendance.

Ou alors, on n'a pas vu ce que signifiaient réellement la dite modernisation et le dit rattrapage, soit, sur le plan culturel, américanisation galopante, et, sur le plan socio-économique, augmentation du pouvoir d'achat, donc de la consommation et, là encore, américanisation, en un mot, disparition, ou du moins «normalisation» objective de la «différence» québécoise, c'est-à-dire des conditions mêmes qui pouvaient le mieux justifier le projet indépendantiste. Paradoxalement, plus nous devenions modernes et rattrapions nos «retards», plus l'indépendance devenait problématique. Et quoiqu'on l'ait beaucoup affirmé, on n'est jamais vraiment parvenu à résoudre cette contradiction, peut-être par un excès de foi en l'idéologie de la modernisation, c'est-à-dire par un défaut de critique ou d'inquiétude vis-à-vis de la gravité des changements qu'on réclamait. L'époque, comme on sait, était à l'enthousiasme et au lyrisme réformateur.

On dit parfois que l'«aliénation» collective à laquelle devrait mettre fin l'indépendance est si profonde qu'elle empêche même toute prise de conscience de cette aliénation, et donc toute forme de réaction. Ne pourrait-on encore ajouter à ce tableau en disant que même le type de réaction qui a été proposé — le thème de la modernisation effrénée — était lui aussi secrètement aliéné?

5

Je me rappelle, il y a quelques années, avoir été choqué, en lisant *le Complexe de Narcisse* de Christopher Lasch — ouvrage où il me semblait par ailleurs qu'était admirablement saisi l'esprit de notre temps — de ce que l'auteur, dès sa préface, donnât le séparatisme québécois comme l'un des exemples de la «crise» qu'il se proposait d'analyser. Aujourd'hui, je serais plus prudent. Je me demanderais effectivement si l'une des raisons de l'échec du projet indépendantiste ne tient pas à l'inspiration foncièrement «narcissique» qui a été la sienne sinon dès le début, du moins très tôt par la suite.

C'est la fraction la plus scolarisée de la génération dite du «baby boom» qui a surtout adhéré à l'idée d'indépendance, lui communiquant peut-être aussi, avec sa force, toute sa faiblesse. Si, en effet, la théorie de l'indépendance a pu s'inspirer au départ de modèles historiques et sociaux empruntés à ce qu'on peut bien appeler la tradition humaniste au sens large (les références étaient européennes: Hegel, Marx, le mouvement des nationalités, la Résistance, Sartre), très vite, dans la seconde moitié des années soixante, s'est produit un *recyclage* en profondeur de l'indépendantisme (et du nationalisme en général) sous l'influence des mouvements de contestation étudiante et du nouvel esprit «narcissique» (au sens de Lasch) qui déferlait alors sur l'Amérique.

On n'a guère pris garde, sur le coup, à ce déplacement pourtant fondamental du *centre de gravité* de la pensée indépendantiste. On a cru que le nouvel esprit de libération totale, que cette affirma-



tion d'un lyrisme débordant, envahissant, que cette nouvelle «joie de vivre» pleine de musique, de drogue, d'amour, de confiance en soi et d'oubli du passé, ne faisaient que prolonger et même allaient accentuer la volonté de souveraineté politique apparue au début de la décennie. Vadeboncœur lui-même, dans ses *Indépendances* (1972), interprétait en ce sens l'explosion de la «nouvelle culture». On voyait Charlebois comme le continuateur de Vigneault, Michel Tremblay et Léandre Bergeron comme les dignes successeurs de Miron et Aquin, *Mainmise* comme la suite de *Parti pris*, et les communes comme autant de cellules du R.I.N.

En fait, c'était exactement le contraire qui se produisait, et l'indépendantisme, s'il se maintenait comme discours, était en train de changer radicalement de sens, versant peu à peu dans la facilité, l'idéalisme et cette espèce d'infantilisme qui devaient caractériser toutes les productions de ce «nouvel âge» culturel. On peut d'ailleurs voir dans la coïncidence approximative de ce «nouvel âge» et des opérations policières d'octobre 1970 un signe éloquent de cette rupture.

Car je dis qu'il y a eu effectivement, à ce moment-là, une rupture décisive, un véritable *renversement* de l'idée d'indépendance qui, d'idée *tragique* qu'elle avait été jusqu'alors, idée empreinte à la fois d'*inquiétude*, du sentiment de l'*urgence* et d'un besoin pressant de *réalité* (qu'on relise Miron, Ouellette, Aquin, le numéro de l'été 1964 de *Parti pris*), a fait l'objet d'un vaste détournement de sens, d'une vaste récupération au profit du «nouvel esprit», pour devenir, à l'instar des autres thèmes «contestataires» de l'époque, une idée *simple*, l'expression d'un pur désir de libération sans objet, d'un vague «goût du Québec», de la complaisance dans un moi collectif sans attaches et sans responsabilités.

L'indépendance, qui avait été conçue comme une entreprise de *structuration* face à l'informe socio-politique et à la «fatigue culturelle» des années soixante, devenait une autre figure de la «fête», du

«party», où toute une génération, et à travers elle toute une société, allait projeter son refus (ou sa crainte) de toute structure, son désir affolé de rentrer à jamais dans la sécurité, dans la jouissance du confort maternel. L'indépendance devint ainsi une idée rassurante, pire: une idée joyeuse. «On était capables», «demain nous appartenait», «c'était notre tour de nous laisser parler d'amour». L'indépendance devint une idée bête.

De la vision narcissique du monde, C. Lasch montre que, sous son désir apparent de liberté, c'est la peur de la liberté et le besoin de dépendance qui l'inspirent. Que, sous couvert de se révolter, elle ne fait que protester et s'entêter, comme un enfant gâté. Que, loin de poursuivre des objectifs identifiables, elle n'obéit qu'à sa satisfaction immédiate. Et que, surtout, malgré ses hauts cris et son radicalisme déclaré, elle est tout ce qu'il y a de plus aisé à contrôler, car elle préfère les symboles aux réalités et surestime constamment sa force tout en sous-estimant celle de l'adversaire, qui n'en fait ainsi qu'une bouchée.

On a bien vu ce qu'il est advenu de la «nouvelle culture» et de ses utopies. L'indépendance du Québec serait-elle du nombre? Lasch aurait-il eu raison?